

Rapport au Conseil national

Yann Le Pollotec – 10 février 2018

Cher·e·s camarades,

À situation extraordinaire, congrès extraordinaire.

En effet, si nous prenons les cinq thématiques qui structurent la feuille de route que nous nous sommes donnée pour le congrès, à savoir : l'état des lieux de la société française, notre démarche stratégique de rassemblement avec bien une dimension forte de bilan pour aller de l'avant, les luttes et le sens du combat communiste d'aujourd'hui, la transformation de notre parti afin d'avoir l'organisation au niveau de notre ambition politique, l'élection européenne, nous sommes dans une situation extraordinaire qui appelle des solutions de haut niveau.

Ainsi la société française est en très profonde mutation spatiale, démographique, sociologique. Elle vieillit, puisque l'âge moyen de l'électeur et de l'électrice inscrite est de 50 ans. Le salariat est la réalité massivement dominante de l'emploi, avec une majorité de CDI, mais il se transforme profondément et n'a guère de rapport avec le salariat d'il y a 30 ans. Plus de 22 % des entreprises pratiquent le télétravail ou le travail nomade. La pluriactivité, le travail pour plusieurs entreprises, le mixte entre activité salariale et auto-entrepreneuriat se développe. D'autres formes de travail liées aux possibilités offertes par le numérique avec les plateformes se développent. Le paradoxe est que si ces travailleurs sont qualifiés d'indépendants avec souvent pour seul statut celui d'auto-entrepreneurs, ils n'en sont pas moins liés à leurs donneurs d'ordres par de très forts liens de subordination. Si certains de ces travailleurs souhaitent une requalification de leur statut en celui de salariés, d'autres préfèrent s'organiser dans des mutuelles de travail afin de faire valoir leurs droits et acquérir une sécurité sociale professionnelle. Les travailleurs sont dans une tension entre une recherche de liberté hors du lien de subordination salariale, un besoin de sécurité et de protection sociale que malgré toutes les attaques le salariat garantit encore, et une revendication très forte de dignité et de sens pour leur travail. Dans ce contexte, de plus en plus de jeunes ne supportent plus de faire des « jobs à la con », c'est-à-dire un travail où ils ne trouvent pas de sens, d'être privés de protections sociales, d'avoir une autre hiérarchie que celle de la compétence. Nombre d'entre eux veulent créer et faire de leur vie quelque chose d'utile, et non point pour créer une start-up, la revendre au plus offrant pour faire fortune et avoir à 30 ans une Rolex. Non, l'objectif de ces jeunes n'est pas de faire fortune, ils pensent nouveaux modes de productions, coopérative, économie sociale et solidaire, économie circulaire, lutte contre l'obsolescence programmée, planning, mise en commun.

Si, en 1975, la population active française se composait de 37 % d'ouvriers, 23 % d'employés, 16 % de professions intermédiaires et 7 % de cadres, aujourd'hui nous sommes à 28 % d'ouvriers, dont beaucoup dans les services, 24 % d'employés, 21,5 % de professions intermédiaires et 16% de cadres. L'emploi industriel a été saigné avec perte en 30 ans de plus de 2 millions d'emplois, soit un 1/3 de ses effectifs. Si les 230 plus grosses entreprises françaises emploient 4,4 millions de salariés, les 3 millions d'entreprises de moins de 250 salariés en emploient 7 millions.

Nous sommes dans une France où une majorité de citoyens pensent que ce qui les divise est plus fort que ce qui les unit, mais qui aussi sont capables de se mobiliser massivement dans la rue le 11 janvier 2015 pour la liberté et la démocratie ; d'organiser la solidarité avec les migrants ; de faire vivre un mouvement aussi riche que Nuit debout, où pendant plusieurs semaines, jeunes, étudiants, intellectuels, mais aussi ouvriers, employés, chômeurs, ont refait le monde ; de déclencher avec le #balancetonporc un mouvement de fond faisant changer de côté la peur.

De cette France en mouvement nous devons saisir les contradictions, les tensions, les limites, mais aussi les points d'appui en faveur d'une transformation sociale radicale et progressiste, c'est-à-dire dans les conditions de notre siècle, pour reprendre les termes de Marx, travailler le passage de la Classe à la conscience d'une Classe pour soi. On mesure l'ampleur du défi pour cette thématique de notre congrès. Nous avons tous aimé *Ma France* de Ferrat, aujourd'hui il y a une nouvelle Ma France qui n'a pas moins de potentiel révolutionnaire que celle de Ferrat. À nous de participer à la réalisation politique de ce potentiel,

Cette thématique de société française en transformation profonde appelle bien la thématique politique de notre démarche stratégique de rassemblement dans un paysage politique totalement nouveau, où le PS, qui depuis 40 ans a imposé son hégémonie à gauche, est en voie de décomposition avancée, où la gauche et singulièrement les forces progressistes sont réduites à leur pire étiage depuis le début de la libération. Pour citer Michel Audiard, la gauche est éclatée façon puzzle avec un leader de l'actuelle principale force électorale de gauche qui répète urbi et orbi qu'il est farouchement opposé à tout rassemblement qu'il qualifie de tambouille, et avec ses principaux lieutenants qui considèrent que le mot gauche relève du handicap historique. Cette question de l'avenir d'une gauche politique dans notre pays est d'autant plus posée avec acuité que la gauche en tant que force politiquement significative a été éradiquée de plusieurs pays européens comme la Pologne, la Hongrie, mais aussi d'une certaine manière l'Italie. Rien n'est immortel en politique.

Oui, nous devons nous poser la question du bilan et de l'avenir de notre démarche stratégique, d'autant que la démocratie et l'expression du suffrage universel sont de plus en plus de plus en plus menacées dans notre pays et en Europe. Mais nous ne devons pas que nous poser des questions, nous devons aussi y répondre en étant partie prenante de toutes les luttes des EHPAD à Alstom, en multipliant les initiatives du local au national comme nous l'avons fait avec les États généraux du progrès social ou les rencontres Niemeyer, comme nous allons le faire les 9 et 10 mars avec les 3^{es} États généraux de la Révolution numérique sur le thème de la reprise du pouvoir, les assises communistes de l'écologie en mai, la convention pour l'art, la culture, l'éducation populaire en septembre, la campagne nationale sur contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité des droits, les campagnes contre le racisme, toutes les dominations et discriminations, la solidarité avec les migrants.

Les camarades animateurs de la thématique stratégique proposent d'abord cette question essentielle à partir de six considérations, je cite :

- Le dépassement du modèle de développement capitaliste est historiquement posé.

- Fronts de luttes et visée commune d'émancipation, quelle démarche politique concrète ?
- La centralité de la question démocratique dans toutes ses dimensions.
- Comment reconstruire dans les conditions concrètes de la nouvelle situation politique issue de 2017.
- Le bilan de nos expériences antérieures.
- Les échéances électorales à venir.

Ce qui nous amène bien sûr à la thématique des élections européennes dans une Union européenne en crise politique, sociale et économique qui menace son existence même. Avec un Macron qui avance un projet d'une zone euro fédérale sous domination économique et industrielle allemande et militaire française dans le cadre de l'Otan, et avec une FI qui surfe sur un indépendantisme français dont l'ambiguïté nationaliste est inquiétante. Des classes populaires en France sont très en colère contre l'UE. C'est pourquoi, si nous voulons être audibles, il faut commencer par prendre la mesure de cette colère. C'est la condition nécessaire, mais en aucun cas suffisante car sinon nous ferions le jeu d'un repli nationaliste. Il nous faut au contraire être audacieux sur la convergence des luttes en Europe. Lorsque les métallos d'IG Metal se mettent en grève pour les 28h et 6% d'augmentation de salaire, c'est un atout pour les luttes des travailleurs de France dans l'industrie.

Pour notre pays, le mode de scrutin va changer avec un retour à la circonscription nationale unique dans le cadre d'une proportionnelle à la plus forte moyenne avec un seuil éliminatoire de 5 %, et d'un nombre accru de sièges en raison de la démographie de notre pays et du Brexit qui sera 79. Nous portons la proposition d'un seuil éliminatoire à 3 % comme dans les autres pays européens. Le Parlement européen vient de retoquer toute liste transnationale qui, si elle avait existé, aurait constitué un pas de plus vers un fédéralisme européen.

Cette question fera l'objet d'un CN fin mars. Il s'agit pour nous, à partir de l'acquis qu'a constitué la convention européenne de notre Parti, et de la situation nouvelle, de définir notre stratégie électorale, c'est-à-dire nos axes de batailles, notre démarche de rassemblement et la conception de la liste et de notre campagne.

L'État de la société française et la question de la stratégie politique amènent bien sûr la thématique qui fonde la raison d'être de notre organisation : les luttes et le sens du combat communiste aujourd'hui. Sur cette thématique nous avons bien sûr beaucoup de travail à fournir, un travail qui va bien au-delà de la question d'améliorer notre communication et qui ne peut, au vu des transformations accélérées du monde, être un retour à de mythiques fondamentaux. Car c'est justement ces transformations, les contradictions antagoniques qui travaillent notre société, mais aussi certaines expérimentations concrètes sur le terrain de l'économie sociale et solidaire, des tiers lieux, de l'écologie, des Communs, mais aussi toutes les luttes pour l'émancipation humaine, les luttes pour prendre le pouvoir sur les banques et la monnaie, qui donnent toute son actualité au communisme. Oui, nous avons de sérieux points d'appui en particulier dans la jeunesse, chez les ouvriers et les employés, comme va

nous le montrer Alain Obadia tout à l'heure à partir d'une enquête. Mais ces points d'appui ne portent pas sur un attachement à un communisme qui serait intemporel. Ils sont au contraire en exigence d'un communisme hic et nunc, d'un communisme vivant, relevant les défis du dépassement du capitalisme de notre temps, et donnant une vision du monde ayant un sens au-delà du chaos apparent.

Enfin, toutes ces thématiques, l'état de la société française, la stratégie de rassemblement, le sens du combat communiste, amènent à la question du Parti, de son organisation et de sa transformation. Car le développement d'une organisation communiste signifiante n'est en rien acquis ad vitam æternam, et même des partis communistes comme les PC tchèque ou japonais qui semblaient être assurés de fortes positions dans leurs sociétés respectives connaissent des temps difficiles.

C'est ce qui a amené les camarades animant le chantier de la transformation de notre organisation à articuler leurs réflexions et leurs premières propositions mises en débat autour de trois axes :

- Comment être le parti qui prend en compte ces mouvements, ces nouvelles aspirations ?
- Face aux interrogations ou défiances envers les organisations politiques, quel apport de la forme parti pour engager la transformation sociale ?
- C'est-à-dire comment organiser efficacement notre structuration pour agir et incarner la transformation sociale ?

C'est de l'apport et du travail personnel et collectif des communistes et de leurs organisations sur ces cinq thématiques répondant à la situation extraordinaire que nous vivons que naîtront les briques qui conduiront à la rédaction par la commission que nous allons élire aujourd'hui du texte de proposition de base commune qui sera présentée au CN des 2 et 3 juin. Une fois adoptée par le CN, elle sera communiquée selon nos statuts à l'ensemble des communistes avec les éventuels textes de base commune alternative dont la date de dépôt limite est le 6 juillet. Les 4,5 et 6 octobre, les communistes en situation de souveraineté voteront pour choisir la base commune de discussion de tout le Parti pour les congrès de section, de fédération et le congrès national.

De l'essoufflement d'année en année, notre manière de préparer et de mener les débats de congrès, devant la volonté de plus en plus affirmée des communistes d'être de bout et en bout acteurs de leur congrès et pas seulement d'être dans une situation d'appropriation d'une masse de documents, souvent il faut bien le dire indigestes, et de spectateurs d'affrontements d'initiés entre divers groupes.

C'est pourquoi nous avons décidé, avec la feuille de route que nous avons adoptée, de faire participer en amont un maximum de communistes à la construction de la proposition de base commune qui sera portée par le CN. C'est une démarche nouvelle, exigeante et inédite, qui est loin d'être rodée. Elle demande, elle va demander bien sûr beaucoup d'efforts de la part des animateurs de tous les chantiers du congrès, mais aussi de la part de toutes les directions du Parti, de la section au national, en passant par la fédération.

Nous avons mis à la disposition de toutes et tous un outil numérique avec un site d'échange, de débat et de contribution, et une newsletter d'animation intégrant de la vidéo, en complément de *Communistes* qui est envoyé à l'ensemble des adhérents dont nous avons l'adresse courriel. Déjà plus 300 contributions et échanges sont sur le site et nous tournons à plus de 1 500 visites/jour avec une majorité de camarades qui restent plus de 10 minutes sur le site et qui consultent au moins plus de 3 documents. Bien sûr il y a des inégalités dans le nombre de contributions entre les différents chantiers, avec une forte participation sur les chantiers de la transformation, la communication, la formation, la révolution numérique, les initiatives de solidarité concrètes, la question des classes populaires, les élections européennes. D'autres comme l'écologie sont certes moins pourvus en contributions, mais connaissent une forte fréquentation. En l'occurrence, plus de 400 visites par jour pour l'écologie. De plus, de manière certes plus traditionnelle comme lors des Congrès, mais en étant tout aussi utiles à la réflexion des communistes, les tribunes de caractère généraliste et sur des domaines importants n'entrant pas dans le cadre des chantiers des cinq thématiques sont publiées sur le site.

De plus, les notes produites par le collectif travaillant sur la transformation de la société française vont être elles aussi publiées afin de nourrir la réflexion de toutes et tous sur le site et dans *Cause commune*.

À cela s'ajoutent les différents sites associés avec les initiatives nationales ; états généraux du progrès social, de la révolution numérique, des assises communistes de l'écologie, des assises de la culture...

Ce résultat est encourageant lorsqu'on le compare à la fréquentation d'autres sites contributifs politiques, mais en même temps il est encore loin de répondre à l'ambition que nous nous donnons.

Si le numérique est un premier outil à la disposition de toutes et tous pour travailler cette 1^{re} phase de notre congrès, il n'est pas le seul et son utilisation doit se réfléchir en interactivité et se nourrir avec toutes les autres formes de débats, d'initiatives associant le plus grand nombre possible de communistes, mais aussi de citoyennes et de citoyens.

Afin d'avancer dans le débat, les collectifs d'animation des cinq thématiques ont produit chacun une 1^{re} note d'étape qui problématise les enjeux et permet d'instruire le débat, et de le démultiplier dans nos sections et fédérations. Les équipes de l'ensemble des chantiers sont disponibles pour animer dans les sections et les fédérations des initiatives et des débats, en plus des grands rendez-vous nationaux que j'ai déjà cités.

Je pense que l'ensemble des membres de notre CN et des secteurs de travail doivent s'associer et être associés à cette démarche. Il s'agit vraiment de produire un effort collectif afin de continuer à démultiplier les initiatives pour nourrir de toute la richesse de la réflexion et de l'action des communistes le travail de la commission de travail sur la base commune que nous allons élire aujourd'hui.

Il nous faut, dans les semaines qui viennent, à la fois instruire les débats, mettre en exergue les arêtes, les points de vue et les arguments en présence, et susciter des contributions diverses sous de multiples formes. Cela va demander de l'organisation, du rétro planning et

aussi le souci de répondre à l'appétence des communistes pour telle ou telle question et d'être dans l'actualité des luttes et des colères.

Maintenant nous attends une tâche complexe qui va consister à transformer tout le jus de cervelle des communistes, toutes leurs expériences de luttes et de rassemblements, qu'elles soient positives ou négatives, les apports extérieurs à notre parti, pour écrire une proposition de base commune où les communistes retrouvent leur contribution, mais aussi leur attente.

C'est pourquoi la Commission en charge du texte, associée la commission de transparence et à notre CN, va devoir travailler d'une manière très différente par rapport à nos précédents congrès. Elle devra construire et imaginer une méthode qui permet de valoriser l'ensemble de la richesse communiste dans notre Parti, mais aussi dans l'ensemble de la société. C'est une belle ambition, pour un congrès que nous voulons tous extraordinaire, car nous en avons besoin, car notre peuple en a besoin.

Après les États généraux du progrès social, un PCF à l'offensive pour construire l'alternative politique

Rapport au Conseil national – 9 février 2018 – Igor Zamichiei

Cher·e·s camarades,

Les *États généraux du progrès social* organisés samedi dernier ont bien constitué, comme nous le disons dans l'appel final, un rendez-vous national important dans la riposte à la politique d'Emmanuel Macron, un lieu de convergence de militant·e·s politiques, syndicaux et associatifs, de citoyen·ne·s engagés dans des luttes et des projets, qui portent l'ambition d'un nouveau progrès social pour la France.

Donner de la visibilité aux luttes qui se mènent partout en France quand tout est fait par le pouvoir pour les étouffer, chercher à les unir quand tout est fait pour les diviser, mettre en débat des solutions alternatives aux politiques libérales quand la classe dominante martèle l'idée qu'il y a une seule politique possible, voilà des objectifs politiques essentiels auxquels aura contribué la journée du 3 février.

Ce Conseil national doit nous permettre de partager des éléments de bilan de cette initiative et de penser ses suites.

*

Concernant le bilan, on peut se satisfaire que plus de 1 000 personnes aient participé à ces états généraux. C'était un défi politique et organisationnel que de réussir une telle initiative avec moins de trois mois de préparation. Cela a été possible grâce à l'engagement de nombreux camarades responsables de secteurs de travail du Conseil national, de l'organisation du Parti, des salarié·e·s du siège et la mobilisation des camarades des fédérations qui accueillait les ateliers de travail et la plénière. Je veux les remercier toutes et tous ainsi qu'Isabelle De Almeida, qui coordonnait avec moi ce travail.

Je voudrais revenir ici sur quelques éléments d'appréciation du travail d'élaboration politique de cette initiative, d'organisation et de communication.

Le travail d'élaboration politique que nous avons mené ces derniers mois a montré l'importance de la coordination de nos secteurs de travail nationaux pour définir ensemble le fond et la forme de l'initiative. Nous devons réfléchir aux moyens de pousser plus loin ce travail à l'avenir car le cloisonnement de la production et de l'activité politique des secteurs est un frein à notre capacité d'action nationale alors qu'un travail transversal renforce notre capacité à construire un projet crédible et audible par nos concitoyens. Ce travail politique a aussi montré la nécessité de développer nos liens avec les organisations syndicales et associatives si nous voulons toucher une plus grande diversité d'acteurs. D'ores et déjà, les intervenant·e·s présents et la qualité de leur contribution est à souligner, elle nous permet de mieux appréhender les possibilités d'initiatives et de rassemblement.

Le travail d'organisation a, quant à lui, permis de donner un caractère national à ces états généraux, avec *in fine* la participation de camarades de 71 fédérations, ce qui est assez exceptionnel pour une initiative nationale hors congrès. Nous devons continuer de nous interroger sur la meilleure façon de recueillir les informations des initiatives prises localement, de les partager, de partager aussi la conception d'une initiative nationale avec tous les animateurs du Parti ou encore de nous doter d'outils militants communs.

Enfin, sur l'enjeu de la communication numérique, le développement du site Internet, le nombre important de vidéos réalisées, leur diffusion sur les réseaux sociaux a mobilisé de nombreux camarades et a permis de donner un écho aux états généraux. Ce travail a montré un potentiel important, même si nous devons encore approfondir notre réflexion sur les contenus les plus utiles à produire et partager, les interactions possibles avec les citoyens intéressés, le format des vidéos ou encore notre force de frappe sur les réseaux sociaux et la nécessité de développer la formation de camarades aux outils numériques.

Nous allons travailler un bilan sur chacun de ces enjeux, qui sont liés à notre congrès et à l'enjeu de la transformation de notre parti.

Pour restituer toute la richesse de cette initiative nationale, nous sommes également en train de travailler à partir des vidéos et prises de notes et nous réaliserons une synthèse de toutes les contributions reçues.

*

Deux faits politiques majeurs ressortent à mon sens de ces états généraux :

- Premièrement, la forte attente à l'égard du PCF pour répondre aux exigences sociales, d'égalité et de solidarité. L'intervention de Barbara Filhol, engagée dans le mouvement des EHPAD ou encore celle de Florent Guegen de la Fédération des acteurs de la solidarité et d'autres encore, celle de Bernard Thibault naturellement, étaient claires à ce sujet.
- Deuxièmement, les luttes valorisées à l'occasion de ces états généraux, les propositions recensées, témoignent du fait qu'une partie grandissante de nos concitoyen-ne-s ont une vision de leur travail et de la société, une exigence de reconnaissance de leur expertise, une conception des missions du service public et une détermination à défendre cette vision, qui constituent un point d'appui important pour construire une alternative à la politique d'Emmanuel Macron.

Pour construire l'alternative politique, notre parti doit travailler à la complémentarité de son action avec celle des forces syndicales et associatives.

À ce sujet, la récente déclaration du CCN de la CGT du 7 février est très importante. Elle fait le constat « *de fortes mobilisations dans différentes professions ou entreprises, dans le public comme dans le privé* », « *des réalités d'un monde du travail en souffrance* » (...) « *d'un manque de moyens humains et matériels* » et le fait que « *les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins immenses des citoyens* ». Elle souligne le soutien important des Français à ces mobilisations, qui anticipent même, à 64 %, leur développement.

La centrale appelle à « *agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d'emplois et un autre projet de société de progrès social* ». Elle cite

quatre revendications : « *La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés* » ; « *l'augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.* » ; « *des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous* » ; « *des services publics partout et pour tous.* » Enfin « *la CGT propose de construire ensemble une journée d'action interprofessionnelle dans les prochaines semaines, un tous ensemble où chacune et chacun pourrait inscrire ses propres revendications et s'inscrire dans un processus pour gagner.* »

Ce qui ressort à la lecture de cette déclaration, c'est une grande convergence avec ce qui a été exprimé au sein des *États généraux du progrès social* le week-end dernier, c'est l'expression de revendications concrètes complémentaires des propositions que nous portons.

Alors, comment donner un prolongement politique à ce mouvement social qui grandit dans le pays ?

Dans l'état actuel de dispersion des forces de gauche, il serait irréaliste de penser possibles et utiles des alliances de sommet. Mais si nous nous appuyons sur les luttes sociales actuelles en mettant en débat les propositions de chacune de nos forces, si nous nous fixons l'ambition de travailler à leur unité autour d'un projet de transformation sociale, alors mes camarades, je crois que des avancées sont possibles. Oui, la mobilisation grandissante des travailleurs peut permettre une unité de nos forces politiques sur des propositions à la hauteur des exigences qui s'expriment.

La tâche politique qui est devant nous est donc de penser les initiatives qui permettront de construire un processus politique dans lequel chaque force de gauche est respectée et apporte sa contribution à un nouveau progrès social pour la France, à une nouvelle dynamique de gauche dans laquelle les Françaises et Français se reconnaissent et reprennent espoir.

C'est le sens des propositions que je veux maintenant vous présenter.

Mesurons les potentiels très importants des axes de mobilisation que nous avons dégagés dans l'appel à l'issue des États généraux.

Je vous les rappelle : pour une sécurisation de l'emploi et de la formation, pour les droits des femmes, pour un accueil digne des migrants, pour une nouvelle industrialisation de la France, pour un service public et une protection sociale du XXI^e siècle, pour le droit au logement pour tous et toutes, pour la défense de nos communes et départements.

Je ne vais pas les développer tous, je vous invite à y revenir dans la discussion, mais j'aimerais m'arrêter sur deux d'entre eux, les enjeux du travail et de l'emploi d'abord, puis les enjeux du service public, pour examiner avec vous comment faire grandir les mobilisations en cours, travailler à leur convergence, et au rassemblement des forces de gauche pour ouvrir une alternative politique.

*

D'abord sur les enjeux du travail et de l'emploi

Ces enjeux sont au cœur de la vie quotidienne des Français. Souvenez-vous il y a quelques mois de l'écho important du reportage de *Cash Investigation* intitulé « *Travail, ton univers impitoyable* », qui

pointait les pratiques de l'entreprise *Lidl* et faisait une nouvelle démonstration grand public de la dure réalité de la souffrance au travail.

Aujourd'hui, c'est le gâchis des suppressions d'emplois qui fait l'actualité avec les annonces du groupe Carrefour. Alors que 500 millions d'euros ont été versés aux actionnaires en 2017, la suppression de 4 500 postes est prévue pour 2018 et dès 2019 ce chiffre pourrait exploser avec le passage massif à la location-gérance des hypermarchés, provoquant d'après les syndicalistes 30 % de perte d'emplois en moyenne.

Les ordonnances Macron et la future réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle constituent une offensive de très grande ampleur contre le droit du travail et l'indemnisation du chômage. De premières initiatives organisées par la CGT et des mouvements de chômeurs sont prévues, comme celle du 14 février à Saint-Denis. Quant à la *loi entreprise* en préparation, elle vise à renforcer encore la domination patronale sur les collectifs de travail au mépris de l'expertise des travailleurs-euses. Elle cherche à intégrer la montée en puissance de la demande de responsabilité sociale et écologique des entreprises sans aucun dispositif réellement contraignant, en privilégiant la création d'une nouvelle forme d'entreprise, optionnelle, l'« entreprise à mission », sur le modèle des « *Benefit corporations* » américaines. D'autres mesures envisagées, comme le développement de l'intéressement des salariés aux bénéfices de l'entreprise, visent à faire adhérer la plus grande part possible du salariat aux objectifs patronaux.

Nous pouvons rouvrir en grand le débat public sur les enjeux du travail et de l'emploi dans le pays. Nous pouvons remobiliser les femmes et les hommes qui se sont retrouvés il y a deux ans dans le mot d'ordre « *On vaut mieux que ça !* »

Du secteur public au secteur privé, libérons la parole des travailleuses et travailleurs sur la souffrance au travail et la précarité, notamment des jeunes, à l'heure où 87 % des embauches se font en contrat précaire.

Et nous avons de quoi ouvrir ce débat : prenons appui sur les luttes, comme celles des salariés de Carrefour, mobilisons les salarié-e-s touchés par les conséquences de l'application des ordonnances Macron, révélons le contenu des projets de loi à venir en montrant que des alternatives existent. L'atelier des états généraux a été riche en propositions : pour un travail émancipé et pour une sécurisation de l'emploi et de la formation, avec la proposition de loi que nous avons déposée. Nous avons des propositions alternatives concrètes à opposer aux mesures gouvernementales.

Le gouvernement dit vouloir ouvrir le débat sur le rôle de l'entreprise ? Chiche, nous y sommes prêts ! Et les salariés aussi si on les écoute : 72 % d'entre eux disent vouloir participer davantage aux décisions de leur entreprise. **Nous pourrions en particulier décider d'une mobilisation nationale des communistes à la porte des entreprises, par exemple à travers une consultation nationale, pour échanger avec les salariés sur le travail, le statut des travailleurs et sur les finalités des entreprises, les pouvoirs à conquérir et le rôle des institutions financières dans le financement de l'activité et la réponse aux besoins. Et appelons les autres forces de gauche à rentrer dans ce débat avec leurs propositions.**

Et je propose de placer l'enjeu de l'égalité femmes-hommes au cœur de cette initiative en nous appuyant sur le mouvement féministe et nos propositions pour exiger des mesures

contraignantes pour la fin des violences sexistes et sexuelles au travail et pour l'égalité professionnelle.

*

J'en viens au deuxième enjeu que je souhaite développer, celui des services publics.

Comme l'a affirmé notre camarade Anicet Le Pors aux états généraux, le comité d'action public 2022, CAP 22, décidé par le gouvernement est une machine de guerre contre le service public.

L'objectif à terme, c'est la réduction du service public aux seules fonctions régaliennes de l'État dont les agents sont seuls à être placés dans une position statutaire et la généralisation des conventions collectives dans le reste des activités de service public. Bien sûr, une telle offensive ne s'accomplit pas du jour au lendemain. Mais Macron compte bien s'appuyer sur les victoires idéologiques remportées par la classe dominante pour accélérer le mouvement. D'ores et déjà le plan gouvernemental annoncé le 1^{er} février prévoit un recours accru aux contractuels ou encore la mise en place d'un plan de départs volontaires pour les fonctionnaires.

Cette offensive, qui passe par une baisse importante de la dépense publique, commence à rencontrer de fortes résistances dans tous les services publics.

Dans la santé, singulièrement l'hôpital public, qui est durement touché depuis de nombreuses années, et au-delà dans les EHPAD pour le respect du travail des soignant·e·s et de la qualité des soins aux patients, qui appellent un service public de l'autonomie de la personne : 1 500 luttes en 2017 dans les hôpitaux et EHPAD.

Dans l'éducation et l'enseignement supérieur pour la réussite de toutes et tous à l'opposé des réformes qui organisent une individualisation accrue du rapport au savoir, qui trient socialement les étudiants avec des dispositifs comme « Parcours sup » : de premières manifestations se sont tenues.

Dans le service public ferroviaire pour défendre l'entreprise publique SNCF, les droits et le statut des cheminots, pour exiger un développement du rail, un désendettement de l'entreprise, une augmentation des salaires et des pensions.

On pourrait encore citer les mobilisations à La Poste, à EDF, dans les prisons et tant d'autres.

Le PCF a un rôle important à jouer dans les prochains mois pour développer des fronts de luttes et obtenir des victoires sectorielles et en même temps travailler à la convergence de ces luttes pour un service public du XXI^e siècle.

Nous sommes particulièrement mobilisés sur la santé et la protection sociale à l'heure où la sécurité sociale est particulièrement menacée. Des initiatives sont prises dans toutes les fédérations et le tour de France des hôpitaux par les parlementaires communistes, qui débutera le 12 février à Lyon, peut être l'occasion d'amplifier cette mobilisation, de mettre en débat nos propositions, de les enrichir de celles des personnels de soin et des usagers. Un quatre-pages national élaboré par les parlementaires et une affiche nationale éditée par le Parti seront bientôt disponibles.

Nos camarades du Val-de-Marne viennent quant à eux de réussir un formidable rassemblement à Créteil pour la défense des services publics départementaux qui a réuni plus de 2 000 personnes, après 40 000 signatures récoltées par une pétition. De très nombreux agents territoriaux inquiets pour leur avenir et mobilisés pour défendre le service public aux populations de leurs territoires étaient présents.

Au-delà, sept des neuf syndicats de la fonction publique, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, la CFTC, la CFE-CGC et la FA-FP viennent d'annoncer une journée de mobilisation le 22 mars prochain contre CAP 22 et pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Cette unité syndicale est extrêmement importante au regard de l'offensive en cours.

En complémentarité, nous avons un rôle à jouer pour nourrir cette mobilisation des propositions du PCF et pour le rassemblement des forces de gauche indispensables pour ouvrir des perspectives politiques. **Je vous propose que notre Conseil national lance un appel au rassemblement de toutes les forces de gauche pour appuyer cette mobilisation en organisant en amont, la semaine qui précède la mobilisation, le 14 ou le 15 mars par exemple, un *meeting* commun autour de l'ambition d'un service public du XXI^e siècle, dans lequel chacune de nos forces pourrait présenter ses propositions au service de la mobilisation sociale. À France insoumise, Génération.s, EELV, aux socialistes en rupture avec la politique de Macron, à toutes les forces de gauche, lançons cet appel : *Travaillons ensemble à l'unité de la gauche pour le service public. Sur un sujet aussi essentiel qui voit une unité syndicale s'affirmer pour riposter à la politique d'Emmanuel Macron, travaillons ensemble à l'unité politique de forces déterminées à défendre et promouvoir un service public qui permettra de répondre aux besoins de notre temps.***

*

Pour ces deux axes d'action, le travail et l'emploi et les services publics, nous devons veiller à la dimension européenne de notre intervention parce qu'elle contribue à la crédibilité de notre projet.

Sur ces enjeux, nous avons des propositions qui peuvent rencontrer un écho important, comme notre proposition d'un fonds européen de développement des services publics, si nous montrons concrètement comment un tel fonds peut répondre aux besoins des peuples européens.

Mettre en avant nos propositions à l'échelle européenne et chercher à construire des initiatives communes avec les forces du PGE peut nous permettre d'accélérer la préparation des élections européennes en mettant dans le débat public des enjeux qui touchent à la vie quotidienne des peuples européens.

J'ai pris ces deux axes pour montrer le rôle que peut jouer le PCF dans les mois qui viennent mais ce n'est bien évidemment pas exhaustif des initiatives à prendre.

Les 7 et 8 mars prochains les parlementaires communistes porteront dans leurs niches parlementaires sept projets de loi ou résolutions : pour le droit au logement contre les marchands de sommeil, pour la gratuité des transports scolaires, pour la reconnaissance sociale de droits nouveaux pour les aidants familiaux, pour les retraites agricoles, pour la justice fiscale en renforçant la lutte contre l'évasion fiscale et pour l'égalité salariale femmes-hommes. Faisons de ces deux journées des moments de popularisation, de mobilisation, de visibilité nationale des propositions du PCF.

Débattons également de la façon dont nous pouvons encourager et donner un caractère national à l'initiative de nos camarades des Hauts-de-France du samedi 9 juin prochain, qui appellent à marcher vers l'Élysée pour porter les colères et les espoirs de toute une région, pour dire « Arrêtez l'austérité et les vieilles recettes libérales. Nous voulons du neuf. »

Je veux enfin souligner la mobilisation nationale et locale des communistes pour un accueil digne des migrants. Face au projet de *loi asile-immigration*, le secteur international a proposé récemment d'engager la rédaction d'un « *Manifeste pour une autre politique migratoire, hospitalière et fraternelle* » avec un tract associé pour présenter nos propositions. Et j'en profite pour me féliciter de la victoire que nous venons d'obtenir à Paris, une victoire historique : le Tribunal de grande instance de Paris a condamné les anciens employeurs des coiffeuses et manucures du 57, boulevard de Strasbourg, à Paris 10^e, pour traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail. C'est la première fois en France que la traite d'êtres humains à des fins d'exploitation par le travail est reconnue par la justice.

Je vous renvoie à l'appel des États généraux et au discours de Pierre Laurent pour ne pas citer dans ce rapport toutes les initiatives et actes politiques à produire dans les prochaines semaines.

*

Sur tous ces enjeux, la discussion de notre Conseil national doit nous permettre de réfléchir à la meilleure façon de poursuivre la dynamique des états généraux du progrès social : Quelles initiatives locales et nationales pour donner un prolongement aux états généraux, construire des fronts de luttes et de progrès pour la France ? Quelles priorités du PCF dans la séquence politique actuelle pour ouvrir une alternative ? Comment travailler au rassemblement des travailleurs, des forces de gauche ? Voilà les questions dont nous devons débattre cet après-midi.

Cher·e·s camarades, pour conclure, je veux dire que notre parti et les forces vives de la société française ont beaucoup d'atouts pour mettre un coup d'arrêt à la politique du Président de la République, à cette *start-up nation* inégalitaire qui n'a aucun avenir.

Oui mes camarades, il est temps de ringardiser le banquier au pouvoir ! Il est temps de montrer que la modernité est du côté des salarié·e·s qui veulent prendre le pouvoir sur leur travail, du côté des fonctionnaires qui veulent améliorer le service public, du côté des femmes qui luttent contre le patriarcat et pour l'égalité.

Montrons un Parti communiste français à l'offensive, qui porte des propositions radicales de transformations de la société et qui agit concrètement, à partir des luttes, pour créer les conditions du rassemblement des forces de gauche.

Nous sommes des millions dans le pays à vouloir le progrès social, une politique d'égalité et de solidarité. À nous de faire de cette ambition une force de transformation sociale incontournable.

Je vous remercie de votre attention.

Conseil national des 9 et 10 février 2018

Résumé de la discussion

Christophe Arnaudy – Sarthe

Les Etats généraux, une démarche rassembleuse et ambitieuse ! Nous l'avons déclinée localement sur 5 thèmes (logements, santé, ruralité, Poste, transport). Pour la restitution, nous avons bénéficié de l'appui et de l'apport de notre députée Elsa Faucillon. Députée, participants, simple citoyen et militant y ont à chaque fois trouvé leur compte. Une démarche rassembleuse dont le succès doit être arraché aux forceps pour y amener les communistes. Une démarche rassembleuse, ambitieuse, à raccorder à notre congrès dans lequel nous ne pouvons nous contenter d'affirmer le communisme comme réponse sans y aborder la question du rassemblement !

Valérie Goncalves – Val-d'Oise

Le débat sur la transition énergétique n'est pas un débat de spécialiste, il est un vecteur des enjeux fondamentaux de la société en filigrane un débat de classe. Partir des préoccupations des populations et faire des propositions concrètes pour y répondre permet de remettre les pieds sur terre et d'être plus compréhensibles par nos concitoyens. Notre rôle est de donner les éléments de compréhension dans le débat afin de ne pas jouer sur les peurs comme certains s'y autorisent. Et de ne pas essayer de courir après un tel en espérant coller aux thèmes les plus utopistes ou dogmatiques de l'écologie politique en espérant marquer des points dans l'opinion publique. Le PCF doit prendre toute sa place dans le débat public sur les programmations pluriannuelles de l'énergie (PPE).

Paul Barbazange – Hérault

Tout dans « les états généraux » et le difficile chemin des luttes et de convergence des luttes mène sur tous les sujets à plus de perspectives communistes. Un mouvement qualitatif est nécessaire dans notre apport aux luttes. Quelle place donnons-nous aux luttes fondamentales pour les salaires ? Pour le renouveau de la Sécurité sociale ? Savons-nous nommer la perspective politique : socialisme, communisme, avec leur contenu d'appropriation collective ? Commencer à répondre à ces questions nous rendra à nouveau audibles. Le 38^e Congrès ne pourra se dérober, stratégie et état de l'organisation. La « base commune » doit être ouverte, sans tabou pour être commune, permettant à chaque militant de choisir. Nos actes de direction doivent être respectueux de cette exigence. Il faut donc, dès ce texte, rompre avec beaucoup de ce qui a été fait depuis 20 ans. La situation est radicalement nouvelle. Des forces importantes et diverses, marxistes, communistes existent. Le 38^e Congrès peut être extraordinaire. C'est à nous d'en décider.

Amadou Deme – Essonne

A partir du point d'étape de la démarche des Etats généraux du progrès social, comment poursuivre cette mobilisation, notamment à travers la défense des services publics et plus particulièrement des hôpitaux de proximité. Nous avons un gouvernement qui est déterminé. La responsabilité des communistes est de rassembler les gens, et en Essonne, les communistes ont édité un tract à 200 000 exemplaires avec une bataille départementale qui sera rythmée : présence devant les hôpitaux, les points fixes, du porte à porte. Nous aurons un temps fort avec Pierre Laurent le 15 février avec la tenue d'une conférence de presse. Les élus communistes sont mobilisés, avec entre autres des motions aux conseils municipaux.

Denis Durand – Paris

La cohérence d'une bataille pour prendre (et non pas « reprendre » car nous ne l'avons jamais eu) le pouvoir sur l'argent, c'est crucial pour lutter efficacement contre Macron et pour l'avenir du combat communiste.

On ne peut pas se payer de mots : il y a des batailles concrètes à mener. Par exemple dans les hôpitaux, l'enjeu est d'embaucher massivement des infirmières, des médecins, de les former, de mettre à leur disposition des outils de travail. Les marchés financiers ne financeront jamais ce genre d'investissements. La BCE, qui a créé 2 400 milliards d'euros pour faire monter le prix des titres financiers, le peut. D'où la portée politique d'une campagne pour qu'elle finance un fonds européen de développement des services publics.

Je soutiens les propositions du rapport sur ce point, et donc la mobilisation des moyens politiques de les réaliser. Je trouve regrettable qu'elles aient été totalement absentes, samedi 21 janvier, des conclusions des états généraux du progrès social.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Les États généraux du progrès social ont rencontré la colère qui couve dans le pays comme l'indique bien le rapport d'Igor. Un nouveau type de progrès social est un grand enjeu. Le progrès social s'affronte de plus en plus au capital qui réclame son profit et exerce son pouvoir. Disette financière et sur-exploitation ne plus être ignorées.

Deux chantiers majeurs : l'emploi (dont l'industrie) et les services publics.

Politiser ces questions. Cela veut dire porter les questions de pouvoir et de sens, et mettre en discussions nos propositions alternatives avec celles des autres forces politiques. Les pouvoirs sur l'argent sont une question majeure pour le progrès social. Elle peut éclairer les luttes et nous distingue des différents réformismes.

Le sens : une nouvelle liberté et de nouveaux droits à la mobilité et à l'intervention sur son travail et ses buts, avec une sécurité d'emploi et de formation – qui inclut une sécurité de revenu. Pleinement d'accord pour la consultation-débat avec les salariés.

La bataille des européennes a déjà commencé. On ne peut la réduire à la constitution de listes. Lancer au plus vite une bataille politique pour notre proposition de fonds européen, citée par le

rapport, mettant en cause la BCE afin de financer les dépenses pour les services publics. Je propose qu'un groupe de travail et d'animation soit constitué pour une telle bataille.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Ces Etats généraux du progrès social ont permis aux sections et aux fédérations de reprendre pied sur le terrain. Les initiatives ont permis des contacts avec des syndicalistes, des salariés, des associations qu'il faut faire perdurer. Ces contacts ont montré la nécessité du discours politique sur le progrès social. La notion de « progrès social » est entendue, il faut peut-être faire en sorte que l'appel soit plus clair pour définir le progrès social avec la notion de nouveaux droits et de les financer.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

Dans la période actuelle, ne sous-estimons pas nos adversaires. Nous avons trop tendance à considérer que l'opposition à Macron va de soi, qu'elle se suffit à elle-même. En réalité, Macron avance dans son projet, en répondant à une partie des aspirations de la population. Face à cela, analyser par exemple l'ubérisation comme une « arnaque » serait largement insuffisant. De la même manière, en rester à une simple opposition à la sélection à l'université serait inaudible ! A l'instar de nos adversaires, nous devons nous appuyer sur les aspirations populaires et nous concentrer sur les victoires à remporter, sur les contre-propositions à mettre en œuvre ! Cela suppose un travail théorique important, dont j'espère que notre congrès permettra de le conduire, via les contributions individuelles de tous les communistes.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

États généraux du progrès social plutôt réussis compte-tenu de l'âpreté du combat politique face à un gouvernement qui frappe vite et fort. Ateliers riches, plénière dynamique. Mais difficultés à élargir au-delà de nos rangs, à l'image des rapports que nous avons, du local au national, avec syndicats, associations, organisations progressistes, dans un contexte où la gauche est en miettes. Malgré des manques (nombre d'intervenantes), l'égalité F/H s'est invitée partout. Notre défi maintenant est de porter, collectivement, cette analyse féministe dans toutes nos campagnes, avec impulsion forte des directions. Les services publics, ont été très présents aussi, notamment ceux de la santé et de la protection sociale. Importance du tour de France des hôpitaux des parlementaires communistes qui débute le 12 février à Lyon. Cri d'alerte, élaboration et partage de propositions alternatives. De nombreuses actions vont pouvoir en découler, ciment d'un large rassemblement.

Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales

Les luttes et mouvements sociaux se développent avec une difficulté de mobilisation. Politiquement c'est dur pour FI malgré la surmédiatisation des interventions du groupe LFI à l'AN. C'est dur aussi pour nous. Pas d'engouement non plus pour Macron, malgré ce que disent les médias. Ce qu'il manque c'est l'alternative, la perspective politique et donc la question du rassemblement, son périmètre, son contenu et les limites qui lui sont liés (avec une bataille de chien pour que nos propositions avancent : argent, services publics, sécurité emploi-formation).

Nous faisons des choses (initiative avec F. Boccara, Ehpad...) nous recevons un bon accueil mais ce n'est pas au niveau. Dans les PO nous prenons des initiatives avec toutes les autres forces de gauche sauf PS inexistant et FI qui ne veut pas. Forum de l'alternative construit avec EELV-NPA-Génération's-MJS-la JC... ERC-CUP... nous a permis de réunir plus de 100 personnes.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Les États généraux du progrès social doivent déboucher sur quelques mesures phares concrètes en lien avec ce qui a été discuté et notre programme. Et ces mesures phares, nous devons les porter avec ténacité pour les rendre lisibles. A titre d'exemple, nous portons l'augmentation du SMIC à 1 700 euros. Faisons des campagnes chaque année en juin et décembre pour réclamer un coup de pouce de 100 euros. Sur les questions écologiques, il y aura besoin d'intégrer des mesures phares... dès qu'elles seront travaillées suite aux assises communistes de l'écologie, début mai. Pour bien les préparer, ne doit-on pas faire un rapport sur cette question lors du prochain CN ?

Alain Janvier – Seine-et-Marne

Gros succès des Etats généraux. Une initiative qui peut contribuer à un retour de confiance dans le PCF, à condition qu'on réussisse le congrès : 3 points qui complètent les conclusions apportées à l'atelier industries : 1) Si les liens entre entreprises finissent très souvent par une fusion-acquisition, c'est dans le capitalisme qu'il faut trouver les causes, et non pas dans l'industrie en soi. Le PCF doit exprimer sa préférence de principe pour la construction de coopération (sauf rares exceptions). La coopération entre General Electric et Safran (ex-Snecma) est exemplaire à ce titre. Le consortium CFMI, sur une base 50-50, est l'outil décisif de la coopération pour la vente des moteurs destinés aux avions civils moyen-courrier (Boeing, Airbus, COMAC chinois) depuis plus de 40 ans. Et ça marche ! Le dépeçage d'Alstom n'en est que plus scandaleux, inutile et nuisible. D'autres solutions existent.

Alain Guilbert – Corrèze

La Fédération de Corrèze n'a pas participé aux Etats généraux, la direction ayant constaté que la préparation n'avait pas pu être mise en œuvre collectivement. Par contre, nous allons nous saisir du contenu pour rythmer la préparation du congrès. Car il me semble que ces débats peuvent nous aider à travailler à la construction de notre projet politique pour le congrès. Nous avons également décidé de le faire au niveau de la région. Autour de la volonté du groupe néo nazi (DNR) nous travaillons à la construction d'un large rassemblement pour éviter qu'il s'installe à Tulle.

Nordine Idir – Seine-Saint-Denis

Je vote contre cette proposition de budget. Sans nier un attachement particulier au MJCF, je refuse cette baisse importante faite à notre organisation de jeunesse partenaire. C'est incohérent avec l'évolution et le rajeunissement des directions du PCF avec beaucoup de camarades issus du MJCF. Il faut interroger pour le Congrès notre politique de financement auprès de nos partenaires.

Je crois que le MJCF a un apport politique plus important que d'autres structures financées. Une démarche cohérente doit être lancée sur les espaces d'échange et nos matériels de production (du PCF et ceux de nos partenaires) afin d'avoir une meilleure visibilité.

Sarah Misslin – Val-de-Marne

Un budget difficile mais très politique. Besoin de prendre chacun(e) ses responsabilités. Besoin de maîtriser l'argent, y compris celui du Parti. Besoin d'efforts. Besoin de détails supplémentaires pour armer tous les camarades et porter les intérêts du Parti. Questions comptables. Report à nouveau, amortissement, aides financières aux élections/charges élections.

François Jacquart – Ardèche

Le budget présenté n'est pas une surprise. Il est le résultat d'une situation politique qui nous a été défavorable qui est le débat lors du congrès. Améliorer le lien avec les adhérents pour que les cotisations rentrent. Revoir donc notre mode d'organisation. Carte annuelle ? Autre question, la nouvelle organisation territoriale doit peut-être permettre de poser la question de la mutualisation des moyens. Exemple : plusieurs camarades de communauté de communes, d'agglomération sont à cheval sur plusieurs départements, la bataille politique se déplace, on peut y lier les questions financières du Parti.

Amadou Deme – Essonne

Nous avons besoin de mieux mutualiser nos frais (tracts, affiches...) au niveau régional ou national. Nous pourrions sans doute amplifier la souscription comme nous savons le faire lors des élections.

Nicolas Garcia – Pyrénées-Orientales

Finance et politique sont liées. C'est donc un message politique qu'il faut envoyer pour gagner la bataille des finances pour le Parti. Il y a aussi une dimension technique mais là il faut réunir du monde des fédérations à l'interne. Je crois beaucoup aux mutualisations, il faut y réfléchir (rapprochement entre fédérations), il faut une commission à l'échelle nationale pour y réfléchir. L'argent c'est l'indépendance du Parti, c'est la possibilité de porter sa politique. Un travail à faire sur les fêtes fédérales, initiatives populaires, politiques, qui permettent de voir du monde, parfois beaucoup de monde de faire, comme on dit, de la politique, tout en faisant entrer de l'argent dans les caisses.

Jean-Pierre Meyer – Var

Les questions financières mériteraient de venir plus souvent en discussion au sein du CN pour contribuer à les faire rejaillir sur l'ensemble de nos structures jusqu'à l'adhérent. Se prononcer sur un document simplifié, mais pourtant complexe remis en séance n'est peut-être pas la méthode à retenir, malgré la présentation faite par Jean-Louis. Aux données comptables nous avons besoin de données d'organisation (état réel et précis de l'ensemble de nos structures orga et finances). En votant ce budget prévisionnel nous prenons une grave responsabilité (conséquences sur le fonctionnement du Parti, ses salariés, ses militants). Mais cela n'est rien que la conséquence d'un affaiblissement dont il est urgent de sortir.

Thibaut Bize – Doubs

Le débat de budget que nous avons aujourd'hui n'est pas si différent des débats budgétaires qui ont eu lieu dans les collectivités ces quatre dernières années. Ces débats, je les ai vécus dans ma collectivité et j'en ai appris 3 choses : 1) On peut faire des économies d'échelle en mutualisant, notamment les contrats. 2) Il vaut mieux faire des choix et préserver des budgets stratégiques plutôt que de raboter tout le monde, quitte à devoir arrêter des activités. 3) On peut lisser les amortissements.

Marie-Christine Burricand – Rhône

Bilan et avenir de notre démarche stratégique : ce texte passe outre les questions essentielles. Le passe-passe sur le bilan stratégique est inacceptable. Le texte passe de bilan et avenir de notre démarche stratégique à l'idée de redéfinition, pour finir par un bilan limité aux expériences dans un point 5 réduit. Au final, ce texte porte le refus de toute remise en cause de notre stratégie. Des éléments affirmés font débat : définition du communisme, classes sociales et démocratie, sens de 2017 avec l'oubli du fait essentiel l'abstention, l'éternelle mission historique de reconstruire la gauche, rapport tactique et stratégie. Quelle tactique quand il n'y a plus de stratégie, quand l'affaiblissement nous coupe de la réalité sociale ? Enfin, deux fantômes : l'exploitation, le profit, la plus-value... le cœur du capitalisme. État et conquête du pouvoir sont absents. Quel rôle de l'état au service du progrès et de la révolution ? Notre affaiblissement se nourrit du sentiment de notre incapacité à transformer le réel.

Adrien Tiberti – Paris

Le CN porte sur le Congrès mais on n'aura pas de discussion réelle sur la composition de la commission du texte. Il faut pouvoir dire : je ne veux pas que tel ou telle camarade n'y soit pas car je ne suis pas d'accord avec lui. La note « Bilan stratégique » est incapable de dire clairement notre échec. On y voit même la question « Que visions-nous ? » en parlant des échéances de l'an dernier. C'est sûr que, si on ne sait pas ce qu'on fait, on ne peut pas y arriver. Il faut abandonner la stratégie du « caliméro » : on n'arrête pas de se plaindre de l'absence de rassemblement car on est incapable de le faire. La priorité pour les élections européennes, c'est de redonner de la force à notre Parti. C'est ça qui aidera le rassemblement futur.

Céline Malaisé – Paris

Macron, en occupant un espace central politiquement et au centre de l'échiquier politique, veut gommer la fracture gauche/droite. Un de nos objectifs est de réactiver ce clivage et de lui redonner un sens en réagrégeant des forces à travers toutes les luttes sociales qui remettent en cause le libéralisme et en agrégeant les forces politiques qui, de manière déformée, traduisent la persistance du clivage gauche/droite. C'est à partir de ces constats qu'il faut mener une politique unitaire avec toutes les forces de gauche ou qui malgré elles se situent à gauche dans la conscience du peuple, et dans le même temps agir, dans la confrontation, pour permettre le rassemblement sur des bases qui ne sont pas celles de la FI, ni celles du PS. Ceci est la formule algébrique qui devra être déclinée de manière algébrique après analyse concrète de la situation politique concrète.

Raphaël Debû – Rhône

La logique de contribution collective, à travers nos sections et fédérations, correspond à l'esprit et à la philosophie du Parti communiste. Il me semble qu'on sort toujours plus intelligent d'un débat collectif qu'on y rentre. L'outil internet montre rapidement ses limites, l'individualisme des contributions stérilise le débat. Il nous faut un cadre collectif, par le biais des sections et des fédérations, car il nous faut définir une ligne politique claire et partagée d'où découle la visée stratégique. Et l'organisation à son tour doit se mettre en forme afin d'atteindre nos objectifs politiques et stratégiques.

Delphine Castelli – Nord

Nos Etats généraux du progrès social s'inscrivent dans un contexte de capitalisme mondialisé face auquel notre organisation est essentielle. Pour faire société, il faut donner de la cohésion et sortir des mains du capital tous les éléments essentiels pour la vie et la protection de notre environnement. A Dunkerque, on sort du débat public concernant le projet d'extension du Port. Au-delà des problématiques locales, le débat fait surgir la nécessité de s'inscrire dans un cadre plus global. Or au niveau du PCF, chacun prêche pour son territoire : manque de cohérence sur les grands projets (ports d'État, Canal Seine Nord). Le site internet, c'est bien, mais insuffisant : comment en fait-on la synthèse ? Prise en compte des camarades « non connectés ». Question de la convention nationale sur l'accueil et les migrations à Grande-Synthe (1-2 mars).

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Les textes, au total, proposent de « faire mieux ce qu'on essaie de faire depuis longtemps » alors qu'il s'agit de changer vraiment d'orientation sur la base d'un bilan et d'une analyse de fond.

Les textes sont déjà transmis dans les fédérations avant le CN pour « viser à introduire les réunions de militants ». A quoi sert alors le CN ? Le texte sur la stratégie est une prise de position qui se nourrit certes de débats de la commission, mais sans les faire apparaître. Je conteste ce cadrage.

Le texte « stratégie » ne commence pas par le bilan. C'est un problème. Il faut une critique précise de ce qui a conduit à l'effacement et à l'échec électoral.

Articuler la stratégie à une analyse de fond marxiste. Quels sont les pouvoirs ? Si « les banques sont les tanks d'aujourd'hui contre les peuples », quelle portée a de conquérir le pouvoir d'Etat ? La question n'est pas abordée.

Le texte est traversé par l'idée du communisme du « déjà là ». Peut-on se contenter de transformations laissant intouchée la cohérence systémique ?

A quoi sert le PCF ? Accompagner l'existant spontané ou porter des idées et propositions ?

Le paragraphe sur les élections (européennes) ne parle que d'alliances et de liste. Marchons sur deux jambes : quelle bataille immédiate sur l'Europe et la BCE ?

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Notre responsabilité de direction nationale, c'est aussi de permettre au plus grand nombre de communistes de mener le débat de congrès que nous voulons différent de ce que nous faisons habituellement. Il n'y aura rien de spontané à ce que ce débat s'engage de façon instruite.

Pour permettre que le débat s'engage, en Seine-Saint-Denis, nous avons programmé un débat avec Francis Wurtz sur l'Europe, trois conférences sur le combat communiste, un temps de travail avec Pierre Laurent sur la stratégie...

Aidons toutes ldes fédérations, à mener ce débat réellement et faisons en sorte que la richesse de ces discussions devienne le bien commun et qu'elle alimente nos réflexions. Là aussi, c'est une responsabilité du CN.

Marie-Françoise Michenaud – Vendée

Il faut casser la spirale des luttes/défaites. Notre objectif doit être la lisibilité de ce qu'est le communisme par des initiatives réussies du PCF, auprès des gens, des forces humaines qui ont besoin et exigent le progrès social. Initiatives à partir desquelles nous construirons notre contribution à la définition du communisme du 21^e siècle, et travaillerons la question du « rassemblement ». En Vendée, les communistes s'appuient sur leurs initiatives et luttes réussies avec les citoyens : les jeudis de la solidarité à la porte des écoles, l'ouverture d'un centre municipal public de santé à La Roche-sur-Yon. Initiatives à poursuivre sur l'école, la santé, le maintien de l'emploi chez Michelin. L'aéroport NDDL ne se fera pas : le PCF en Vendée exprime sa satisfaction et souhaite qu'un réel débat ait lieu sur l'écologie au cours de ce Congrès.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Personne n'en parle mais nous avons une situation très préoccupante dans la préparation du Congrès. La direction nationale a disparu du paysage politique, rien n'est travaillé avec les territoires et j'ai l'impression que l'exécutif se dit ne changeons rien, continuons comme avant. Les textes proposés font l'impasse sur la réalité du Parti et du pays. Rien sur nos décisions du dernier Congrès non respectées comme celle votée à 80 % de présenter un candidat communiste dans un processus collectif. Pourquoi ? Comment ? Décidé par qui ? Une telle décision votée par

80 % des communistes disparaît. Absence de campagne nationale, pas de liens avec les fédérations, là aussi le Parti doit travailler.

Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis

Le PCF doit être le parti de la révolution socialiste. Moment où la phrase de Marx « la lutte des classes mène nécessairement à la dictature-démocratique-du prolétariat » prend toute sa signification. Rappel que notre 22^e Congrès a rejeté (début de notre déviation). Jamais la rupture avec le capitalisme n'a été d'autant d'actualité. Ce mouvement a bien sûr un caractère de classe. Nous passerons par une série d'étapes menant à une société sans classe, « le communisme ». En rejetant le marxisme les congrès de la « mutation » révisionniste, les 29^e et 30^e ont créé les conditions de notre dérive. Depuis aucun de nos congrès n'est revenu sur cet abandon. Les processus unitaires furent pensés par les mêmes qui avaient soutenu la « mutation » pour cacher l'impasse stratégique de la mutation sans remettre en cause ses fondements.

Anne Sabourin – Paris

Nous prendrons d'importantes décisions au CN de mars pour les élections européennes : 1) Une orientation générale : ni accélération néolibérale, ni nationalisme, plutôt « l'humain d'abord, pas la finance ». 2) Des axes de luttes pour la campagne. 3) Des objectifs concrets (identification de nos idées, 5 % des voix, élection d'eurodéputés communistes indispensables au rassemblement politique des forces progressistes dans le Parlement européen). 4) Une offre de rassemblement à partir des luttes et de l'analyse concrète des résultats des bilatérales avec les forces de gauche, avec pragmatisme et sans posture. 5) 4 chefs de file communistes (paritaires) et je vous demande de faire remonter vos idées de noms, en pensant le quatuor comme un ensemble permettant d'incarner notre message. Un texte sera mis à disposition des communistes avec des éléments de débat et des données objectives sur les conditions des élections la semaine prochaine.

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Il y a plusieurs manières d'aborder notre congrès. La 1^{ère} consiste à considérer que nos difficultés sont dûes à un problème de communication, d'organisation, de direction. Cette lecture contourne l'obstacle. Une autre, c'est de noyer nos débats dans une avalanche de questions... Une dernière consiste à répondre à quelques questions décisives.

Le communisme, qui est notre raison d'être, est devenu inaudible dans la société. Comment faire pour que notre projet politique actuel puisse résonner avec les aspirations et les luttes qui traversent notre société ? Pourquoi l'enjeu écologique reste-t-il contingent de notre activité, alors que cette question est devenue anthropologique et donc indissociable de l'enjeu social ? Idem sur maintes aspirations qui se formulent de manière nouvelle dans la société : l'aspiration à sortir de l'emploi, fin du nucléaire, souveraineté populaire et l'Europe, l'anti-racisme...

Concernant notre stratégie, nous devons répondre à la question : est-elle un échec parce qu'elle était mauvaise ou parce que nous n'avons pas voulu aller au bout de la stratégie du Front de gauche, renonçant à bâtir une force commune qui respecte les identités politiques à rassembler, qui donne du pouvoir aux citoyens ?

Et puis nous devons envoyer un message puissant à la société et qui témoigne : « *il se passe quelque chose au Parti communiste français* ».

Christian Picquet – Haute-Garonne

Quelques réflexions à partir du chantier « stratégie ». L'enjeu du congrès : relever les défis d'une nouvelle époque historique.

Le bilan ? Impossible à dissocier de la réflexion sur la stratégie. À preuve : l'oubli de l'offre que nous avons défini au dernier congrès, pour la gauche et au-delà pour le peuple ; cela a amené à un certain alignement sur la démarche stratégique dudit Mélenchon. À partir de là, plusieurs questions fondamentales :

1. Il y a toujours un rôle incontournable d'un Parti communiste pour porter l'idée du communisme.
2. S'il y a bien persistance du clivage capital/travail, il faut définir le bloc anticapitaliste à même de réunir très largement autour d'un salariat, majoritaire dans la société bien qu'il soit fragmenté à l'extrême.
3. Une fois définie la révolution comme un long processus, il faut penser d'une nouvelle manière la conquête du pouvoir politique, le rapport à l'État, les institutions.
4. Les alliances sont plus indispensables que jamais, car un seul parti ne peut prétendre à l'hégémonie. Elles doivent pourtant être réfléchies en rapport avec les contenus (qui en sont la condition), de l'intervention citoyenne (qui en change totalement la conception) et du rapport de force à établir en leur sein.

Cela a des conséquences sur les prochaines européennes.

Denis Durand – Paris

L'énoncé, dans la note « Bilan et avenir de notre démarche stratégique », des « enjeux transformateurs déjà présents dans la société » n'est pas structuré. Or, le rôle d'un parti révolutionnaire est précisément de proposer une cohérence d'ensemble : une prise de pouvoir pour imposer la réalisation d'objectifs sociaux et écologiques en mobilisant les moyens d'y parvenir. En s'attaquant donc au pouvoir du capital, c'est-à-dire au pouvoir de décider de l'utilisation de l'argent.

Le capitalisme est un système comportant à la fois une puissante cohérence et de profondes contradictions génératrices de crises, qui fondent la nécessité et la possibilité de le dépasser. C'est là-dessus qu'il conviendrait de travailler plutôt que d'aplatir l'analyse sur l'identification de « morceaux de communisme déjà là » dans l'état de choses existant.

Cela nous permettrait de définir ce qui rend possible des alliances avec d'autres forces qui ne visent pas à abolir cet état de choses.

Alain Janvier – Seine et Marne

Remarques sur le sondage de Viavoice. 1) Les mots rattachés au communisme : il manque l'éradication du chômage, la Sécurité sociale, les droits nouveaux des salariés dans les entreprises. 2) L'identification des biens communs : il manque les grands groupes industriels et financiers, le social. Autrement dit, au-delà d'un travail très important et d'une grande richesse, il manque dans le sondage des interrogations sur les points forts que nous devrions porter « au nom de notre conception du communisme ».

Thibaut Bize – Doubs

Mis à part la consultation des adhérents et les EGPS, je commence à douter du caractère exceptionnel de notre congrès. En effet j'ai l'impression que nous reproduisons les mêmes méthodes que les congrès précédents, ce qui risque de nous conduire aux mêmes impasses. C'est pourquoi je pense qu'il est utile de faire le bilan de nos congrès, d'essayer de comprendre pourquoi nous avons tant de mal à mettre en œuvre les décisions que nous avons prises? Je pense qu'une partie de ce problème est lié à l'organisation même de notre direction (sorte de parlement du Parti) qui l'empêche d'être opérationnelle et de faire des choix, privilégiant des consensus dont le but est plus de ne froisser personne que de mobiliser le plus grand nombre. Nous ne pouvons pas transformer totalement le Parti en un seul congrès mais ce chantier de l'organisation de notre direction est prioritaire pour pouvoir mettre en œuvre les transformations que les communistes décideront. Quant à la composition de la commission texte proposée, elle ne semble pas prendre en compte les critères de renouvellement souhaités puisque après de 2/3 étaient dans la précédente commission texte (et étant donné les difficultés que nous avons eues au dernier congrès avec le texte cela ne me paraît pas une bonne chose). De plus 2/3 des noms proposés viennent de l'Île-de-France, cela ne semble pas non plus de nature à prendre en compte la diversité de notre parti.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

2/3 de camarades d'Île-de-France dans la commission texte, ce n'est pas représentatif du Parti. Si cela ne bouge pas, je ne voterai pas cette liste. Je pense que le fait que cette commission soit présidée par Pierre Laurent est une mauvaise idée, un mauvais signal. Cela ne donne pas l'idée du renouvellement d'idées. Sur le texte d'aide aux débats, j'ai une remarque pour regretter une phrase malheureuse qui donne l'impression qu'on ne veut pas avoir une discussion sans tabou. Peut-on faire un amendement en proposant la suppression de cette phrase ?

Alain Janvier – Seine-et-Marne

L'expérience d'une section d'entreprise dans un grand groupe industriel montre qu'une progression du nombre d'adhérents est possible. La connaissance fine des « produits » des congrès successifs montre que la refondation continue du PCF est une réalité. La réinvention du PCF n'est pas une désignation adéquate de ce qui est à faire : ainsi, le dépassement du capitalisme, « produit du 33^e Congrès », est un concept à reprendre. L'extension du pouvoir des salariés pour co-décider de l'utilisation de la valeur ajoutée dans les entreprises doit y être intégrée. L'unité du salariat correspond à un enjeu qui figure, à juste titre, dans les documents

produits par les commissions de préparation du Congrès. Il nourrit la nécessité d'intégrer dans la démarche stratégique du PCF un esprit de reconquête pour l'implantation de notre Parti dans les entreprises.

Pierre Miquel – Puy-de-Dôme

Une partie des communistes reste en retrait nourrissant une forme de défiance vis-à-vis de la direction. Nous peinons à identifier une méthode pour mener ce congrès, en faire un congrès extraordinaire et enclencher une dynamique collective. L'aspiration à s'appuyer sur une direction nationale profondément remaniée est perceptible. Les récentes déclarations de notre secrétaire national, laissant entendre qu'il était disponible pour animer la future direction, alimentent les crispations. Pour porter un projet communiste en phase avec les défis de ce siècle, les communistes veulent une clarification de notre stratégie. Ainsi, il serait absurde d'aborder les élections européennes sans les intégrer à l'ensemble de la séquence électorale qui s'ouvre jusqu'aux élections de 2022.

Paul Barbazange – Hérault

La question de la commission vient fort. Ce sera ma conclusion. Le débat intense, riche, divers depuis ce matin a ouvert des portes vers un congrès réellement extraordinaire. Le fond de l'intervention de 40 minutes du secrétaire national menace de refermer ces portes. Il est le principal auteur de la note « Bilan et avenir... ». Et le bilan n'arrive qu'en 5^e derrière des questions toutes importantes. Or, ce que demandent les militants et ce CN c'est un bilan total, stratégique, d'organisation. Il nous dit le résultat, le réel nous condamne mais « on croise les objets » ; en clair, « on continue ». Si nous voulons associer plus de communistes au congrès il faut agir autrement. Respecter ce qu'attendent les communistes. Je ne voterai donc pas la composition de la commission et demande une autre composition tenant compte de la diversité des débats. Pour une base commune ouverte, sans tabou, discutée dans les cellules, les sections, les fédérations.

Guillaume Roubaud-Quashie – Hauts-de-Seine

1) Nous essayons de faire autrement : ces notes d'invitation au débat qui disent très largement et publiquement des questionnements et visent à les nourrir ne sont pas les traditionnels textes qui disent plus les réponses que les cheminements. En même temps, nous tâtonnons puisque nous essayons d'innover et c'est normal. 2) Il faut maintenant franchir des étapes dans le débat du grand nombre des communistes. A partir de ces notes, notamment, le CN ne doit-il pas travailler activement à cela, suscitant, organisant des débats, des contributions ? Les « remontées de PV » de nos organisations locales et fédérales ont été faibles pour l'assemblée nationale des animateurs de section. Ne laissons pas retomber le soufflé. 3) Beaucoup d'accords avec ce qu'a dit Pierre. Pour autant, comme communistes, nous pensons qu'il y a plus d'intelligence dans les réflexions de tous les communistes que dans nos seuls cerveaux. De ce point de vue, la culture du débat appelle à être renforcée car, et c'est normal, elle n'est pas un acquis : chaque communiste doit se sentir le plus libre possible dans son expression. Les désaccords, même petits, suscitent encore chez nous une brise de malaise voire de soupçon : il faut que le CN aide à amplifier ce travail sans lequel nous ne parviendrons pas à affronter la difficulté réelle qui est devant nous.

Raphaël Debû – Rhône

La composition de la liste de la commission du texte est trop déséquilibrée, 23 Franciliens sur 34. Nous avons parlé des fédérations en difficulté, où sont-elles ? Les territoires ruraux sont quasi-absents. Pierre Laurent doit être le garant de l'égalité et de la transparence des débats et donc pas d'animer cette commission. Au-delà, comment la commission va t-elle travailler ? Quel traitement entre les contributions collectives. Quel poids pour chacun ? Quelle porte d'entrée pour les contributions ? Le site uniquement ? Comment fait-on la synthèse ? Texte à fenêtre ? Choix multiples ?

Nordine Idir – Seine-Saint-Denis

Attention à un esprit de « démagisme » ! Le débat sur notre commission ne doit pas s'enfermer sur sa composition. Comment faisons-nous pour lier le travail de cette commission avec les groupes de travail du CN et avec la volonté de s'adresser à chaque adhérent-e pour l'impliquer dans le processus de congrès ? Arrêtons cette culture de remettre en cause les décisions collectives qui ont contribué à nous affaiblir !

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani et Monique Renault.